

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/003903]

4 AVRIL 2024. — Décret portant diverses mesures relatives à la taille des classes dans l'enseignement obligatoire (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — DISPOSITIONS MODIFIANT LE DÉCRET DU 13 JUILLET 1998 PORTANT ORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT MATERNEL ET PRIMAIRE ORDINAIRE ET MODIFIANT LA RÉGLEMENTATION DE L'ENSEIGNEMENT

Article 1^{er}. L'article 31bis/1 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement est remplacé par ce qui suit :

« Article 31bis/1.- § 1^{er}. Le nombre d'élèves en 3e, 4e, 5e et 6e primaires ne peut être supérieur à 28 par groupe-classe. Dans les implantations sises dans les communes visées par l'application de l'article 10 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, ce nombre peut être augmenté d'une unité.

Le nombre maximum d'élèves en 1ère et 2e années de l'enseignement primaire est de 24 par groupe-classe.

§ 2. Le pouvoir organisateur ou son délégué remet, pour avis, un tableau récapitulatif à l'organe local de concertation sociale visé à l'article 25, au plus tard le 15 octobre de l'année scolaire. Le Gouvernement fournit un modèle de tableau permettant :

- l'identification de l'établissement scolaire concerné ;
- d'indiquer la date de la réunion de l'organe local de concertation sociale ;
- l'identification des participants et l'organisation syndicale qu'ils représentent ;
- d'indiquer les classes en dépassement par année d'étude, en reprenant par classe concernée :

o le nombre d'élèves dépassant la norme autorisée ;

o la raison invoquée pour expliquer le dépassement d'après la liste établie ci-dessous et les arguments justifiant le choix de cette raison ;

- la mention de l'avis favorable ou défavorable remis en séance par les différents représentants syndicaux présents et, en cas d'avis défavorable, les motifs de ce dernier.

En cas de dépassement des normes prévues au § 1^{er}, et ce même pour une seule période hebdomadaire, le pouvoir organisateur ou son délégué doit indiquer les raisons de celui-ci dans le tableau récapitulatif remis à l'organe local de concertation sociale, ces raisons s'inscrivent dans les situations et conditions ci-dessous :

1° dans les implantations situées dans les zones ou parties de zones déterminées en vertu de l'article 2bis, pour lesquelles il est avéré que le nombre de classes ne peut être augmenté sans la création de nouvelles implantations ou établissements scolaires ;

2° dans les implantations qui ne peuvent être organisées autrement en fonction de la taille et/ou du nombre de locaux, en ce compris lorsque cette organisation résulte d'un cas de force majeure. Par « cas de force majeure », il y a lieu d'entendre un événement irrésistible, imprévisible et extérieur à la personne qui l'invoque ;

3° dans le cas d'une augmentation de la population de l'implantation de plus de 8 % entre le 15 janvier et le 30 septembre, sans possibilité d'utiliser les dispositions prévues par les articles 27 et 37 et pour autant que ladite implantation n'ait pas fait l'objet d'une restructuration ;

4° dans le cas où le nombre de classes organisables sur la base du capital-périodes déterminé au 15 janvier et/ou au 30 septembre ne permet pas de dédoubler un groupe-classe ;

5° en raison d'une organisation pédagogique particulière ;

6° dans le cas d'une situation locale non répertoriée sur la base de l'article 2bis du présent décret résultant notamment soit d'une évolution démographique touchant l'ensemble des implantations d'une commune ou de communes limitrophes, soit d'une fermeture d'implantation au premier jour de l'année scolaire ou au 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours ;

7° dans le cas d'un changement d'école, tel que visé par l'article 2.4.1-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, lorsque l'élève occasionnant le dépassement a fait l'objet du changement d'école ;

8° dans le cas d'un maintien visé à l'article 2.3.1-6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, lorsque l'élève occasionnant le dépassement a fait l'objet d'un tel maintien.

Lors de la séance de présentation du tableau récapitulatif à l'organe local de concertation sociale, les représentants des organisations syndicales remettent chacun un avis favorable ou défavorable. L'avis défavorable est remis dans le cas où un dépassement est constaté et qu'il subsiste un désaccord sur la raison invoquée, ou en l'absence de raison invoquée.

Les représentants des organisations syndicales ayant remis un avis défavorable peuvent introduire un recours motivé, non suspensif, par courrier recommandé ou par envoi électronique introduit auprès des services du Gouvernement dans les cinq jours calendrier prenant cours au lendemain de la remise de l'avis.

Si à la date du 15 octobre visée à l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur ou son délégué n'a pas présenté le tableau récapitulatif susvisé à l'organe local de concertation sociale, les représentants des organisations syndicales bénéficient également d'un délai de cinq jours calendrier pour introduire un recours, non suspensif, contre cette absence de tableau.

Les services du Gouvernement instruisent le dossier et, le cas échéant, notifient leurs griefs au pouvoir organisateur concerné, qui dispose d'un délai de trente jours calendriers pour présenter ses observations écrites.

Selon le cas, le Ministre en charge de l'enseignement fondamental - ou son délégué - ou le Gouvernement rend une décision dans les soixante jours qui suivent la clôture du délai visé à l'alinéa précédent.

Une infraction est constatée lorsqu'il apparaît, au terme de la procédure, que le dépassement n'est pas justifié par une raison valable, que la raison invoquée n'est pas fondée ou si le pouvoir organisateur persiste à ne pas invoquer de raison ou remettre de tableau. En cas de constat d'une infraction, le Ministre en charge de l'enseignement fondamental ou son délégué prononce, dans le respect de la procédure énoncée ci-dessus, une des sanctions suivantes :

1° l'avertissement et le rappel au cadre adressés par l'administration au pouvoir organisateur ;

2° en cas de récidive endéans les trois ans :

- interdiction de bénéficier d'aide dans le cadre de l'octroi de périodes complémentaires visées à l'article 31 bis/2 durant les deux années scolaires suivantes pour l'école concernée ;

- une amende dont le montant ne peut être inférieur à 250 euros ni excéder 2.500 euros.

En cas de deuxième récidive constatée par les services du Gouvernement, le Gouvernement applique, dans le respect de la procédure énoncée ci-dessus, une amende dont le montant équivaut à 5% des dotations ou des subventions de fonctionnement annuelles de l'école concernée.

Les subventions et dotations de fonctionnement sont rétablies par le Gouvernement à la date, actée par les Services du Gouvernement, à laquelle toutes les normes relatives à la taille des classes sont à nouveau respectées.

§ 3. Les tableaux récapitulatifs visés au § 2 sont transmis aux Services du Gouvernement au plus tard le dernier jour ouvrable scolaire précédant le début des vacances d'hiver (de Noël).

Le Service général de l'Inspection est chargé de procéder à des contrôles systématiques du respect des dispositions visées au présent article selon les modalités définies par le Gouvernement.

Tous les trois ans, pour le 31 mars au plus tard, les Services du Gouvernement procèdent à une évaluation du respect des normes relatives à la taille des classes. ».

Art. 2. Dans l'article 31bis/2, du même décret, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Un nombre global de 764 périodes est alloué aux implantations confrontées à la situation envisagée à l'article 31bis/1, § 2, alinéa 2, 3°, afin de leur permettre de tendre vers les normes définies au § 1^{er} du même article. ».

Art. 3. Dans le même décret, il est inséré un article 41bis rédigé comme suit :

« Article 41bis. § 1^{er}. Le nombre d'élèves dans l'enseignement maternel est compris entre 22 et 24 maximum par groupe classe.

§ 2. Le pouvoir organisateur ou son délégué présente à l'organe local de concertation sociale visé à l'article 25, au plus tard le 15 octobre de l'année scolaire, un tableau récapitulatif établi selon le modèle visé à l'article 31bis/1, § 2.

En cas de dépassement des normes prévues au § 1^{er}, et ce même pour une seule période hebdomadaire, le pouvoir organisateur ou son délégué doit expliciter les raisons de celui-ci dans le tableau récapitulatif remis à l'organe local de concertation sociale, ces raisons s'inscrivent dans les situations et conditions ci-dessous :

1° dans les implantations situées dans les zones ou parties de zones déterminées en vertu de l'article 2bis, pour lesquelles il est avéré que le nombre de classes ne peut être augmenté sans la création de nouvelles implantations ou établissements scolaires ;

2° dans les implantations qui ne peuvent être organisées autrement en fonction de la taille et/ou du nombre de locaux, en ce compris lorsque cette organisation résulte d'un cas de force majeure. Par « cas de force majeure », il y a lieu d'entendre un événement irrésistible, imprévisible et extérieur à la personne qui l'invoque ;

3° dans le cas où le nombre de classes organisables sur la base des emplois octroyés conformément aux articles 41 à 44ter ne permet pas de dédoubler un groupe-classe ;

4° dans le cas d'une situation locale non répertoriée sur la base de l'article 2bis résultant notamment soit d'une évolution démographique touchant l'ensemble des implantations d'une commune ou de communes limitrophes, soit d'une fermeture d'implantation au premier jour de l'année scolaire ou au 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours ;

5° en raison d'une organisation pédagogique particulière ;

6° dans le cas d'un changement d'école, tel que visé par l'article 2.4.1-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, lorsque l'élève occasionnant le dépassement fait l'objet du changement d'école ;

7° dans le cas d'un maintien visé à l'article 2.3.1-6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, lorsque l'élève occasionnant le dépassement fait l'objet d'un tel maintien.

Lors de la séance de présentation du tableau récapitulatif à l'organe local de concertation sociale, les représentants des organisations syndicales remettent chacun un avis favorable ou défavorable. L'avis défavorable est remis dans le cas où un dépassement est constaté et qu'il subsiste un désaccord sur la raison invoquée, ou en l'absence de raison invoquée.

Les représentants des organisations syndicales ayant remis un avis défavorable peuvent introduire un recours motivé, non suspensif, par courrier recommandé ou par envoi électronique introduit auprès des services du Gouvernement dans les cinq jours calendrier prenant cours au lendemain de la remise de l'avis.

Si à la date du 15 octobre visée à l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur ou son délégué n'a pas présenté le tableau récapitulatif susvisé à l'organe local de concertation sociale, les représentants des organisations syndicales bénéficient également d'un délai de cinq jours calendrier pour introduire un recours, non suspensif, contre cette absence de tableau.

Les services du Gouvernement instruisent le dossier et, le cas échéant, notifient leurs griefs au pouvoir organisateur concerné, qui dispose d'un délai de trente jours calendriers pour présenter ses observations écrites.

Selon le cas, le Ministre en charge de l'enseignement fondamental - ou son délégué - ou le Gouvernement rend une décision dans les soixante jours qui suivent la clôture du délai visé à l'alinéa précédent.

Une infraction est constatée lorsqu'il apparaît, au terme de la procédure, que le dépassement n'est pas justifié par une raison valable, que la raison invoquée n'est pas fondée ou si le pouvoir organisateur persiste à ne pas invoquer de raison ou remettre de tableau. En cas de constat d'une infraction, le Ministre en charge de l'enseignement fondamental ou son délégué prononce, dans le respect de la procédure énoncée ci-dessus, une des sanctions suivantes :

1° l'avertissement et le rappel au cadre adressés par l'administration au pouvoir organisateur ;

2° en cas de récidive endéans les trois ans :

- interdiction de bénéficier d'aide dans le cadre de l'octroi de périodes complémentaires visées à l'article 31 bis/2 durant les deux années scolaires suivantes pour l'école concernée ;

- une amende dont le montant ne peut être inférieur à 250 euros ni excéder 2.500 euros.

En cas de deuxième récidive constatée par les services du Gouvernement, le Gouvernement applique, dans le respect de la procédure énoncée ci-dessus, une amende dont le montant équivaut à 5% des dotations ou des subventions de fonctionnement annuelles de l'école concernée.

Les subventions et dotations de fonctionnement sont rétablies par le Gouvernement à la date, actée par les Services du Gouvernement, à laquelle toutes les normes relatives à la taille des classes sont à nouveau respectées.

§ 3. Les tableaux récapitulatifs visés au § 2 sont transmis aux Services du Gouvernement au plus tard le dernier jour ouvrable scolaire précédant le début des vacances d'hiver (de Noël).

Le Service général de l'Inspection est chargé de procéder à des contrôles systématiques du respect des dispositions visées au présent article selon les modalités définies par le Gouvernement.

Tous les trois ans, pour le 31 mars au plus tard, les Services du Gouvernement procèdent à une évaluation du respect des normes relatives à la taille des classes. ».

TITRE II. — MODIFICATIONS CONCERNANT LE DÉCRET DU 29 JUILLET 1992 PORTANT ORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DE PLEIN EXERCICE

Art. 4. L'article 23bis du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice est remplacé par ce qui suit :

« Article 23bis. § 1^{er}. Dans l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française les normes régissant la taille des classes-ensemble d'élèves de l'enseignement secondaire d'un même groupe-classe ou du regroupement de deux ou plusieurs groupes classe placés sous la direction d'un enseignant en conformité avec les grilles-horaire légales -sont les suivantes :

a) au premier degré commun, aucune classe ne peut compter plus de 24 élèves sauf dérogation accordée en application du paragraphe 4 ;

b) en 1^{ère} année différenciée, aucune classe ne peut compter plus de 15 élèves ;

c) en 2^{ème} année différenciée, aucune classe ne peut compter plus de 18 élèves ;

d) au deuxième degré de l'enseignement général, les classes ne peuvent compter en moyenne plus de 26 élèves avec un maximum de 29 élèves ; les cours de laboratoire ne peuvent compter en moyenne plus de 16 élèves avec un maximum de 19 élèves ;

e) au troisième degré de l'enseignement général, les classes ne peuvent compter en moyenne plus de 29 élèves avec un maximum de 32 élèves ; les cours de laboratoire ne peuvent compter en moyenne plus de 16 élèves avec un maximum de 19 élèves ;

f) au deuxième et au troisième degrés de l'enseignement technique de transition et de l'enseignement artistique de transition, les classes ne peuvent compter en moyenne plus de 26 élèves avec un maximum de 29 élèves y compris en cas de regroupement avec des élèves du troisième degré de l'enseignement général ; les cours de laboratoire ne peuvent compter en moyenne plus de 16 élèves avec un maximum de 19 élèves ;

g) au deuxième et au troisième degrés de l'enseignement technique de qualification et de l'enseignement artistique de qualification, les classes ne peuvent compter en moyenne plus de 25 élèves avec un maximum de 28 élèves ; la limite est réduite à 16 en moyenne, avec un maximum de 19 élèves pour les cours de pratique professionnelle, à 12 en moyenne avec un maximum de 15 pour les cours de pratique professionnelle relevant du comptage séparé prévu par l'arrêté du 31 août 1992 ; le nombre de 10 en moyenne, avec un maximum de 12 ne sera pas dépassé lorsque la sécurité l'exige ;

h) au deuxième degré de l'enseignement professionnel, les classes, et notamment, les classes de cours généraux ne pourront compter en moyenne plus de 19 élèves en moyenne, avec un maximum de 22 élèves ; la limite est réduite à 16 en moyenne avec un maximum de 19 pour les cours de pratique professionnelle, à 12 en moyenne avec un maximum de 15 pour les cours de pratique professionnelle relevant du comptage séparé ; le nombre de 10 en moyenne, avec un maximum de 12, ne sera pas dépassé lorsque la sécurité l'exige ;

i) au troisième degré de l'enseignement professionnel, les classes ne peuvent compter en moyenne plus de 22 élèves avec un maximum de 25 élèves ; la limite est réduite à 16 en moyenne avec un maximum de 19 pour les cours de pratique professionnelle, à 12 en moyenne avec un maximum de 15 pour les cours de pratique professionnelle relevant du comptage séparé ; le nombre de 10 en moyenne avec un maximum de 12 ne sera pas dépassé lorsque la sécurité l'exige ;

j) dans les années préparatoires visées à l'article 2, § 3, 2^o, et § 4, alinéa 2, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire ordinaire, les classes ne peuvent compter en moyenne plus de 25 élèves.

Sur avis du Conseil général de l'enseignement secondaire, qui se fonde sur une proposition que doit lui remettre le Service général de l'Inspection, le Gouvernement arrête une liste des options de base groupées dans lesquelles les cours de pratique professionnelle engendrent un risque tel que la sécurité exige qu'un enseignant ait un nombre limité d'élèves sous sa surveillance.

§ 1^{er}/1. Le pouvoir organisateur ou son délégué présente un tableau récapitulatif à l'organe local de concertation sociale, au plus tard le 15 octobre de l'année scolaire. Le Gouvernement fournit un modèle de tableau permettant :

- l'identification de l'établissement scolaire concerné ;
- d'indiquer la date de la réunion de l'organe local de concertation sociale ;
- l'identification des participants et l'organisation syndicale qu'ils représentent ;
- l'option de base groupée et l'option de base simple éventuellement en maintien dans les différents degrés et formes concernés ;
- d'indiquer les groupes-classes en dépassement par année d'étude, en reprenant par classe concernée :
 - o l'année d'étude, la forme d'enseignement et le type de cours ;
 - o la moyenne à respecter ;
 - o le nombre maximum d'élèves autorisés ;
 - o le nombre d'élèves dépassant la norme autorisée ;

o la raison invoquée pour expliquer le dépassement d'après la liste établie ci-dessous et les arguments justifiant le choix de cette raison ;

- la mention de l'avis favorable ou défavorable remis en séance par les différents représentants syndicaux présents et, en cas d'avis défavorable, les motifs de ce dernier.

§ 1^{er}/2. Les dépassements des moyennes visées au § 1^{er} sont interdits. Les dépassements des maxima visés au § 1^{er} ne sont possibles que dans les conditions fixées aux paragraphes 2, 3 et 4.

Lors de la séance de présentation du tableau récapitulatif à l'organe local de concertation sociale, les représentants des organisations syndicales remettent chacun un avis favorable ou défavorable. L'avis défavorable est remis dans le cas où un dépassement est constaté et qu'il subsiste un désaccord sur la raison invoquée, ou en l'absence de raison invoquée.

Les représentants des organisations syndicales ayant remis un avis défavorable peuvent introduire un recours motivé, non suspensif, par courrier recommandé ou par envoi électronique introduit auprès des services du Gouvernement dans les cinq jours calendrier prenant cours au lendemain de la remise de l'avis.

Si à la date du 15 octobre visée à l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur ou son délégué n'a pas présenté le tableau récapitulatif susvisé à l'organe local de concertation sociale, les représentants des organisations syndicales bénéficient également d'un délai de cinq jours calendrier pour introduire un recours, non suspensif, contre cette absence de tableau.

Les services du Gouvernement instruisent le dossier et, le cas échéant, notifient leurs griefs au pouvoir organisateur concerné, qui dispose d'un délai de trente jours calendriers pour présenter ses observations écrites.

Selon le cas, le Ministre en charge de l'enseignement secondaire - ou son délégué - ou le Gouvernement rend une décision dans les soixante jours qui suivent la clôture du délai visé à l'alinéa précédent.

Une infraction est constatée lorsqu'il apparaît, au terme de la procédure, que le dépassement n'est pas justifié par une raison valable, que la raison invoquée n'est pas fondée ou si le pouvoir organisateur persiste à ne pas invoquer de raison ou remettre de tableau. En cas de constat d'une infraction, le Ministre en charge de l'enseignement secondaire ou son délégué prononce, dans le respect de la procédure énoncée ci-dessus, une des sanctions suivantes :

1° l'avertissement et le rappel au cadre adressés par l'administration au pouvoir organisateur ;

2° en cas de récidive endéans les trois ans :

- interdiction de bénéficier d'aide dans le cadre de l'octroi de périodes complémentaires visées au § 5 durant les deux années scolaires suivantes pour l'école concernée ;

- une amende dont le montant ne peut être inférieur à 250 euros ni excéder 2.500 euros.

En cas de deuxième récidive constatée par les services du Gouvernement, le Gouvernement peut appliquer, dans le respect de la procédure énoncée ci-dessus, une amende dont le montant équivaut à 5% des dotations ou des subventions de fonctionnement annuelles de l'école concernée.

Les subventions et dotations de fonctionnement sont rétablies par le Gouvernement à la date, actée par les Services du Gouvernement, à laquelle toutes les normes relatives à la taille des classes auront été respectées.

§ 2. Un dépassement du nombre d'élèves maximal fixé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, *d*) à *i*), est possible à concurrence de :

- un élève lorsque le maximum fixé est inférieur à 15 ;

- deux élèves lorsque le maximum fixé est supérieur ou égal à 15.

Ce dépassement n'est toutefois possible que si aucune option de base simple ou groupée du degré et de la forme concernés n'était sous la norme de maintien au 15 janvier de l'année scolaire précédente.

Ces dépassements ne valent que pour un groupe-classe par année d'études.

Le pouvoir organisateur ou son délégué doit indiquer les raisons de ce ou ces dépassements dans le tableau récapitulatif, visé au § 1^{er}/1, remis à l'organe local de concertation sociale, ces raisons peuvent notamment s'inscrire dans les situations reprises ci-dessous :

a) en formation commune, dans un cours qui n'est organisé qu'en un ou deux groupes au niveau de l'année concernée ; font partie de la formation commune les cours qui ne font pas partie des options de base simples ou groupées ;

b) dans un ou des cours d'une option de base simple ou groupée qui n'est organisée qu'en un seul groupe au niveau de l'année concernée ;

c) dans un ou des cours d'une option de base groupée lorsque l'établissement organise au 1^{er} octobre, dans le degré et la forme concernée, au moins, soit :

- une option du secteur Industrie ;

- une option du secteur Bois-Construction ;

- une option dont la création, le maintien ou le regroupement est soutenue sous forme d'octroi de périodes par l'instance sous-régionale de pilotage inter-réseaux (en abrégé : IPIEQ) créée par le décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances de pilotage inter-réseaux de l'enseignement qualifiant (IPIEQ) et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficace de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial.

§ 3. Un dépassement du nombre d'élèves maximal fixé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, *d*) à *i*), est possible à concurrence de :

- deux élèves lorsque le maximum fixé est inférieur à 15 ;

- trois élèves lorsque le maximum fixé est supérieur ou égal à 15.

Ce dépassement n'est toutefois possible que si au maximum une option de base simple ou groupée du degré et de la forme concernés était sous la norme de maintien au 15 janvier de l'année scolaire précédente.

Le pouvoir organisateur ou son délégué doit indiquer les raisons de ce ou ces dépassements dans le tableau récapitulatif, visé au § 1^{er}/1, remis à l'organe local de concertation sociale, ces raisons peuvent notamment s'inscrire dans les situations reprises ci-dessous :

d) la spécificité de l'offre de formation de l'établissement conduit à des déséquilibres tels, entre les populations des différentes options simples ou groupées à travers les différents degrés et formes, qu'ils ont des incidences sur un (des) cours de la formation non-optionnelle pour le(s)quel(s) le dépassement est demandé ;

e) la spécificité de l'offre de formation de l'établissement conduit à des déséquilibres tels, entre les populations des différentes options de base simples ou groupées à travers les différents degrés et formes, qu'ils ont des incidences sur un (des) cours de la formation optionnelle pour le(s)quel(s) le dépassement est demandé ;

f) les locaux, installations et équipements disponibles ne permettent pas une autre organisation, en ce compris pour l'éducation physique, en ce compris lorsque cette organisation résulte d'un cas de force majeure. Par « cas de force majeure », il y a lieu d'entendre un événement irrésistible, imprévisible et extérieur à la personne qui l'invoque ;

g) dans l'enseignement technique de qualification ou dans l'enseignement professionnel, l'organisation de la formation commune dans le respect des maxima obligerait à mettre ensemble des élèves provenant d'options appartenant à des secteurs différents.

§ 4. Le pouvoir organisateur ou son délégué doit indiquer les raisons des dépassements au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, a), dans le tableau récapitulatif, visé au § 1^{er}/1, remis à l'organe local de concertation sociale, ces raisons peuvent notamment s'inscrire dans les situations reprises ci-dessous :

1° pour permettre, dans le cadre de l'application de l'article 1.7.7-30 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, de dépasser le nombre de places déclaré ;

2° lorsque le nombre d'élèves inscrits en 1^{ère} année commune de l'enseignement secondaire dépasse effectivement le nombre d'élèves déclarés en application de l'article 1.7.7-14, § 1^{er}, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

3° lorsque le dépassement, en 2^{ème} année commune, de la norme fixée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, a), est une conséquence de la dérogation accordée en 1^{ère} année commune dans les cas repris en 1° et 2°. Cette dérogation n'est accordée que pour autant que le nombre de classes de 2^e année de l'année scolaire pour laquelle la dérogation automatique est accordée soit égal au nombre de classes de 1^{ère} de l'année scolaire précédente ;

4° lorsque l'organisation de classes de 25 élèves résulte de l'imposition d'inscription d'élèves exclus conformément à l'article 1.7.9-9 du code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire en ce qui concerne les établissements organisés par la Communauté française ou à l'article 1.7.9-10 du code précité en ce qui concerne les établissements subventionnés par la Communauté française.

§ 5. 1.471 périodes complémentaires sont affectées à l'enseignement secondaire et peuvent être octroyées aux établissements qui en formulent la demande afin de respecter les maxima prévus au § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Sous peine de nullité, la demande visée à l'alinéa précédent est introduite par le pouvoir organisateur ou son délégué dans l'enseignement organisé par la Communauté française et par le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné, par l'intermédiaire de l'outil informatique mis à disposition par les Services du Gouvernement, au plus tard le 12 septembre. La demande motivée introduite par l'établissement est accompagnée des renseignements complets sur les périodes dont il dispose et ce quelle qu'en soit l'origine, y compris l'apport de périodes par les IPIEQ et les périodes obtenues pour l'encadrement différencié.

L'octroi de ces périodes complémentaires est réservé aux implantations qui, pour respecter le nombre d'élèves maximal prévu au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ont dû puiser dans leur nombre total de périodes professeurs et souhaitent mettre en place ou maintenir des dispositifs pédagogiques identifiés ayant pour but la remédiation, la guidance ou le soutien aux apprentissages. Le dossier de demande devra démontrer que ces dispositifs ne peuvent être mis en place sans ces périodes complémentaires.

Les demandes sont analysées selon la procédure suivante :

a) les périodes complémentaires sont d'abord attribuées par zone et, au sein de chaque zone, attribuées respectivement pour l'enseignement organisé par la Communauté française, l'enseignement officiel subventionné, l'enseignement libre confessionnel et l'enseignement libre non confessionnel, au prorata du nombre d'élèves régulièrement inscrits au 15 janvier de l'année scolaire précédente ;

b) les demandes sont traitées :

1° pour l'enseignement organisé par la Communauté française, par les commissions zonales d'affectation visées à l'article 14^{quater} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements ou du comité de concertation central ;

2° pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, par les commissions zonales de gestion des emplois compétentes pour l'enseignement secondaire visées au Chapitre II du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française; ces commissions examinent les demandes avant le 23 septembre et attribuent les périodes en fonction de critères de pertinence et d'efficacité pédagogique; si la commission le souhaite, le fait pour un établissement de bénéficier de l'encadrement différencié prévu par le décret du 30 avril 2009 peut faire partie des critères de sélection des projets; les commissions prévoient également des modalités de redistribution des périodes qui ne pourraient être attribuées à un ou plusieurs établissements en suivant les mêmes règles définies au 3^{ème} alinéa et en appliquant les mêmes critères de pertinence et d'efficacité pédagogique ;

c) dans l'hypothèse où le nombre de périodes nécessaires pour satisfaire les demandes retenues excède le total disponible, le pouvoir organisateur visé au b), 1° ou la commission visée au b), 2° peut fixer un maximum par établissement ;

d) le pouvoir organisateur visé au b), 1°, et les commissions visées au point b), 2°, transmettent leurs décisions quant à l'attribution des périodes complémentaires avant le 23 septembre aux services du Gouvernement qui les communique, pour l'enseignement subventionné, aux pouvoirs organisateurs des établissements concernés avec copie à ces derniers. Le nombre de périodes octroyées ne pourra excéder le nombre de périodes demandées par l'école. Les périodes sont disponibles au 1^{er} octobre ;

e) le pouvoir organisateur dont un établissement ne respecte plus au

1^{er} octobre les conditions fixées à l'alinéa 3 du présent article en informe les services du Gouvernement avant le 5 octobre ; ces périodes sont redistribuées selon les modalités fixées par le pouvoir organisateur visé au b).

§ 6. Le cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et citoyenneté lorsque les élèves sont dispensés du cours de religion ou de morale, est organisé dans le respect des normes suivantes :

1° pour les années ou groupes d'années visés à l'article 7/1, alinéa 1^{er}, 1 et 2, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, aucune classe ne peut compter plus de 25 élèves ;

2° pour les années ou groupes d'années visés à l'article 7/1, alinéa 1^{er}, 3, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, aucune classe ne peut compter plus de 15 élèves ;

3° pour les années ou groupes d'années visés à l'article 7/1, alinéa 1^{er}, 4, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, aucune classe ne peut compter plus de 17 élèves ;

4° pour les années ou groupes d'années visés à l'article 7/1, alinéa 1^{er}, 5 à 21, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, aucune classe ne peut compter, en moyenne, plus de 27 élèves.

§ 7. Les tableaux récapitulatifs visés au § 1^{er}/1, sont transmis aux Services du Gouvernement au plus tard le dernier jour ouvrable scolaire précédant le début des vacances d'hiver (de Noël).

Le Service général de l'Inspection est chargé de procéder à des contrôles systématiques du respect des dispositions visées au présent article selon les modalités définies par le Gouvernement.

Tous les trois ans, pour le 31 mars au plus tard, les Services du Gouvernement procèdent à une évaluation du respect des normes relatives à la taille des classes. ».

Art. 5. L'article 23^{ter} du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 23^{ter}. - Les Services du Gouvernement sont chargés du contrôle du respect des dispositions visées aux articles 16 et 20. ».

TITRE III. — ENTRÉE EN VIGUEUR

Art. 6. Le présent décret entre en vigueur le 26 août 2024.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le régime des sanctions, tel que prévu par le présent décret, s'applique à partir du 25 août 2025.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, 4 avril 2024.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des Chances et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,
F. BERTIEAUX

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

(1) Session 2023-2024

Documents du Parlement. - Projet de décret, n° 681-1 - Rapport de commission, n° 681-2 - Texte adopté en séance plénière, n° 681-3

Compte rendu intégral. - Discussion et adoption. - Séance du 3 avril 2024.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2024/003903]

4 APRIL 2024. — Decreet houdende diverse maatregelen met betrekking tot de klassengrootte in het leerplichtonderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — BEPALINGEN TOT WIJZIGING VAN HET DECREET VAN 13 JULI 1998 BETREFFENDE DE ORGANISATIE VAN HET GEWOON KLEUTERONDERWIJS EN LAGER ONDERWIJS EN DE WIJZIGING VAN DE ONDERWIJSWETGEVING

Artikel 1. Artikel 31^{bis}/1 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving wordt vervangen als volgt ;

« Artikel 31^{bis}/1.- § 1. Het aantal leerlingen in het 3e, 4e, 5e en 6e leerjaar lager onderwijs mag niet meer dan 28 per klasgroep bedragen. In de vestigingen gelegen in gemeenten die onder artikel 10 van de wet van 30 juli 1963 houdende de taalregeling in het onderwijs vallen, mag dit aantal met één eenheid verhoogd worden.

Het maximum aantal leerlingen in het 1ste en 2e leerjaar van het lager onderwijs is 24 per klasgroep.

§ 2. De inrichtende macht of haar afgevaardigde legt uiterlijk op 15 oktober van het schooljaar een overzichtstabel voor advies voor aan het plaatselijk sociaal overlegorgaan bedoeld in artikel 25. De regering biedt een model van tabel voor :

- de identificatie van de betrokken schoolinrichting ;
- de vermelding de datum van de vergadering van het plaatselijk sociaal overlegorgaan;
- de identificatie van deelnemers en de vakbondsorganisatie die zij vertegenwoordigen;

- de vermelding van klassen met overschrijdingen per studiejaar, samen met de betrokken klas :
o het aantal leerlingen dat de toegestane norm overschrijdt ;
o de opgegeven reden voor de overschrijding, uit de onderstaande lijst, en de argumenten voor het kiezen van deze reden;

- de vermelding van het gunstige of ongunstige advies dat tijdens de vergadering door de verschillende aanwezige vakbondsvertegenwoordigers werd gegeven en, in het geval van een ongunstig advies, de redenen daarvoor.

Indien de normen bedoeld in § 1 overschreden worden, zelfs voor één enkele wekelijkse lestijd, moet de inrichtende macht of haar afgevaardigde de redenen hiervoor vermelden in de overzichtstabel die voorgelegd wordt aan het lokaal sociaal overlegorgaan; deze redenen vallen onder de onderstaande situaties en voorwaarden:

1° in vestigingen die gelegen zijn in zones of delen van zones die bepaald zijn overeenkomstig artikel 2*bis* waar het duidelijk is dat het aantal klassen niet kan worden verhoogd zonder nieuwe vestigingen of schoolinrichtingen op te richten;

2° in vestigingen die niet op een andere manier georganiseerd kunnen worden vanwege de grootte en/of het aantal lokalen, ook als dit te wijten is aan overmacht. Onder "overmacht" wordt verstaan een gebeurtenis die onweerstaanbaar, onvoorzienbaar en extern is aan de persoon die zich erop beroept;

3° als de bevolking van de vestiging tussen 15 januari en 30 september met meer dan 8% toeneemt, zonder gebruik te kunnen maken van de bepalingen van de artikelen 27 en 37, en op voorwaarde dat de vestiging in kwestie niet geherstructureerd is;

4° als het aantal klassen dat georganiseerd kan worden op basis van het lestijdenpakket bepaald op 15 januari en/of op 30 september niet toelaat dat een klasgroep in tweeën gesplitst wordt;

5° als gevolg van een bijzondere pedagogische organisatie;

6° in het geval van een lokale situatie die niet is opgenomen in de lijst op basis van artikel 2*bis* van dit decreet en die met name het gevolg is van een demografische verandering die gevolgen heeft voor alle vestigingen in een gemeente of in naburige gemeenten, of van de sluiting van een vestiging op de eerste dag van het schooljaar of op 1 oktober van het lopende schooljaar;

7° in het geval van een schoolverandering, zoals bedoeld in artikel 2.4.1-1 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, wanneer de leerling die de overschrijding veroorzaakt het onderwerp van de school verandering is geweest;

8° in het geval van een behoud bedoeld in artikel 2.3.1-6 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, wanneer de leerling die de overschrijding veroorzaakt aan een dergelijk behoud onderworpen is geweest.

Wanneer de overzichtstabel aan het plaatselijk sociaal overlegorgaan wordt voorgelegd, geven de vertegenwoordigers van de vakbondsorganisatie elk een gunstig of ongunstig advies. Er wordt een ongunstig advies gegeven als er een overschrijding wordt vastgesteld en er nog steeds onenigheid is over de opgegeven reden, of als er geen reden wordt opgegeven.

De vertegenwoordigers van de vakbondsorganisaties die een ongunstig advies hebben uitgebracht, kunnen binnen vijf kalenderdagen vanaf de dag die volgt op het uitbrengen van het advies, per aangetekende brief of langs elektronische weg een gemotiveerd beroep zonder schorsende werking indienen bij de diensten van de regering.

Indien op 15 oktober bedoeld in het eerste lid de inrichtende macht of haar afgevaardigde de bovenvermelde overzichtstabel niet aan het plaatselijk sociaal overlegorgaan heeft bezorgd, beschikken de vertegenwoordigers van de vakbondsorganisaties eveneens over een termijn van vijf kalenderdagen om, een beroep zonder opschortende werking aan te tekenen tegen dit ontbreken van een overzichtstabel.

De diensten van de Regering onderzoeken het dossier en stellen, in voorkomend geval, de betrokken inrichtende macht in kennis van hun bezwaren. De inrichtende macht heeft dertig kalenderdagen de tijd om haar schriftelijke opmerkingen in te dienen.

Afhankelijk van het geval neemt de Minister bevoegd voor het basisonderwijs - of zijn afgevaardigde - of de Regering een beslissing binnen zestig dagen na het einde van de termijn bedoeld in het vorige lid.

Een overtreding wordt vastgesteld als aan het einde van de procedure blijkt dat er geen geldige reden is voor de overschrijding, dat de opgegeven reden ongegrond is of als de inrichtende macht blijft verzuimen een reden op te geven of een tabel in te dienen. Wanneer een inbreuk wordt vastgesteld, legt de Minister belast met het basisonderwijs of zijn afgevaardigde volgens de hierboven beschreven procedure één van de volgende sancties op :

1° de waarschuwing en herhaling van de administratie aan de inrichtende macht ;

2° bij recidive binnen drie jaar :

- een verbod op het ontvangen van steun in het kader van de extra lestijden zoals bedoeld in artikel 31 bis/2 gedurende de volgende twee schooljaren voor de betrokken school ;

- een boete waarvan het bedrag niet lager dan 250 euro en niet hoger dan 2.500 euro mag zijn.

In het geval van een tweede recidive, vastgesteld door diensten van de Regering, zal de regering een boete opleggen, volgens de hierboven beschreven procedure, gelijk aan 5% van de jaarlijkse werkingsdotaties of -subsidies van de betreffende school.

Werkingssubsidies en -dotaties worden door de Regering terugbetaald op de datum, geregistreerd door de diensten van de Regering, waarop weer aan alle normen voor klassengrootte wordt voldaan.

§ 3. De overzichtstabellen waarnaar in § 2 wordt verwezen, worden uiterlijk op de laatste schoolwerkdag voor het begin van de wintervakantie (kerstvakantie) naar de diensten van de Regering gestuurd.

De Algemene Inspectiedienst is verantwoordelijk voor het uitvoeren van systematische controles op de naleving van de bepalingen bedoeld in dit artikel overeenkomstig de door de regering vastgestelde nadere regels.

Om de drie jaar, uiterlijk op 31 maart, voeren de diensten van de Regering een beoordeling uit van de naleving van de normen betreffende de klassengrootte. ».

Art. 2. In artikel 31bis/2 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid vervangen als volgt :

“Een globaal aantal van 764 lestijden wordt toegekend aan de vestigingsplaatsen geconfronteerd met de toestand bedoeld in artikel 31bis/1, tweede lid, 3° om de normen bedoeld in § 1 van hetzelfde artikel te kunnen bereiken. ».

Art. 3. In hetzelfde decreet wordt een artikel 41bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 41bis. § 1. Het aantal leerlingen in het kleuteronderwijs ligt tussen 22 en maximaal 24 per klasgroep.

§ 2. De inrichtende macht of haar afgevaardigde legt uiterlijk op 15 oktober van het schooljaar aan het plaatselijk sociaal overlegorgaan bedoeld in artikel 25 een overzichtstabel voor, opgesteld volgens het model bedoeld in artikel 31bis/1, § 2.

Als de normen vastgelegd in § 1 overschreden worden, zelfs voor een enkele wekelijkse lestijd, moet de inrichtende macht of haar afgevaardigde de redenen hiervoor uitleggen in de overzichtstabel die voorgelegd wordt aan het plaatselijk sociaal overlegorgaan; deze redenen vallen onder de onderstaande situaties en voorwaarden:

1° in vestigingen die gelegen zijn in zones of delen van zones die bepaald zijn overeenkomstig artikel 2bis waar het duidelijk is dat het aantal klassen niet kan worden verhoogd zonder nieuwe vestigingen of schoolinrichtingen op te richten;

2° in vestigingen die niet op een andere manier georganiseerd kunnen worden vanwege de grootte en/of het aantal lokalen, ook als dit te wijten is aan overmacht. Onder “overmacht” wordt verstaan een gebeurtenis die onweerstaanbaar, onvoorzienbaar en extern is aan de persoon die zich erop beroept;

3° wanneer het aantal klassen dat kan worden georganiseerd op basis van de betrekkingen toegekend overeenkomstig de artikelen 41 tot 44 ter niet toelaat dat een klasgroep in tweeën wordt gesplitst;

4° in het geval van een lokale situatie die niet is opgenomen in de lijst op basis van artikel 2 bis en die met name het gevolg is van een demografische verandering die gevolgen heeft voor alle vestigingen in een gemeente of in naburige gemeenten, of van de sluiting van een vestiging op de eerste dag van het schooljaar of op 1 oktober van het lopende schooljaar;

5° als gevolg van een bijzondere pedagogische organisatie;

6° in het geval van een schoolverandering, zoals bedoeld in artikel 2.4.1-1 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, wanneer de leerling die de overschrijding veroorzaakt het onderwerp is van de schoolverandering;

7° in het geval van een behoud zoals bedoeld in artikel 2.3.1-6 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, wanneer de leerling die de overschrijding veroorzaakt onder een dergelijk behoud valt.

Wanneer de overzichtstabel aan het plaatselijk sociaal overlegorgaan wordt voorgelegd, geven de vertegenwoordigers van de vakbondsorganisatie elk een gunstig of ongunstig advies. Er wordt een ongunstig advies gegeven als er een overschrijding wordt vastgesteld en er nog steeds onenigheid is over de opgegeven reden, of als er geen reden wordt opgegeven.

De vertegenwoordigers van de vakbondsorganisaties die een ongunstig advies hebben uitgebracht, kunnen binnen vijf kalenderdagen vanaf de dag die volgt op het uitbrengen van het advies, per aangetekende brief of langs elektronische weg een gemotiveerd beroep zonder schorsende werking indienen bij de diensten van de regering.

Indien op 15 oktober bedoeld in het eerste lid de inrichtende macht of haar afgevaardigde de bovenvermelde overzichtstabel niet aan het plaatselijk sociaal overlegorgaan heeft bezorgd, beschikken de vertegenwoordigers van de vakbondsorganisaties eveneens over een termijn van vijf kalenderdagen om, een beroep zonder opschortende werking aan te tekenen tegen dit ontbreken van een overzichtstabel.

De diensten van de Regering onderzoeken het dossier en stellen, in voorkomend geval, de betrokken inrichtende macht in kennis van hun bezwaren. De inrichtende macht heeft dertig kalenderdagen de tijd om haar schriftelijke opmerkingen in te dienen.

Afhankelijk van het geval neemt de Minister bevoegd voor het basisonderwijs - of zijn afgevaardigde - of de Regering een beslissing binnen zestig dagen na het einde van de termijn bedoeld in het vorige lid.

Een overtreding wordt vastgesteld als aan het einde van de procedure blijkt dat er geen geldige reden is voor de overschrijding, dat de opgegeven reden ongegrond is of als de inrichtende macht blijft verzuimen een reden op te geven of een tabel in te dienen. Wanneer een inbreuk wordt vastgesteld, legt de Minister belast met het basisonderwijs of zijn afgevaardigde volgens de hierboven beschreven procedure één van de volgende sancties op :

1° de waarschuwing en herhaling van de administratie aan de inrichtende macht ;

2° bij recidive binnen drie jaar :

- een verbod op het ontvangen van steun in het kader van de extra lestijden zoals bedoeld in artikel 31 bis/2 gedurende de volgende twee schooljaren voor de betrokken school ;

- een boete waarvan het bedrag niet lager dan 250 euro en niet hoger dan 2.500 euro mag zijn.

In het geval van een tweede recidive, vastgesteld door diensten van de Regering, zal de regering een boete opleggen, volgens de hierboven beschreven procedure, gelijk aan 5% van de jaarlijkse werkingsdotaties of -subsidies van de betreffende school.

Werkingssubsidies en -dotaties worden door de Regering terugbetaald op de datum, geregistreerd door de diensten van de Regering, waarop weer aan alle normen voor klassengrootte wordt voldaan.

§ 3. De overzichtstabellen waarnaar in § 2 wordt verwezen, worden uiterlijk op de laatste schoolwerkdag voor het begin van de wintervakantie (kerstvakantie) naar de diensten van de Regering gestuurd.

De Algemene Inspectiedienst is verantwoordelijk voor het uitvoeren van systematische controles op de naleving van de bepalingen bedoeld in dit artikel overeenkomstig de door de regering vastgestelde nadere regels.

Om de drie jaar, uiterlijk op 31 maart, voeren de diensten van de Regering een beoordeling uit van de naleving van de normen voor klassengrootte. ».

**TITEL II. — WIJZIGINGEN VAN HET DECREET VAN 29 JULI 1992
HOUDENDE ORGANISATIE VAN HET SECUNDAIR ONDERWIJS MET VOLLEDIG LEERPLAN**

Art. 4. Artikel 23*bis* van het decreet van 29 juli 1992 houdende de organisatie van het volledig secundair onderwijs wordt vervangen als volgt :

« Artikel 23*bis*. § 1. In het secundair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, zijn de normen voor de klassengrootte - groep leerlingen van het secundair onderwijs in dezelfde klasgroep of een groep van twee of meer klasgroepen geplaatst onder de leiding van een leerkracht in overeenstemming met het wettelijke lesrooster - als volgt :

a) in de eerste gemeenschappelijke graad mag geen enkele klas meer dan 24 leerlingen tellen, behoudens afwijking toegekend overeenkomstig paragraaf 4;

b) in het 1ste gedifferentieerde leerjaar mag geen enkele klas meer dan 15 leerlingen tellen;

c) in het 2de gedifferentieerde leerjaar mag geen enkele klas meer dan 18 leerlingen tellen;

d) in de tweede graad van het algemeen onderwijs mogen de klassen gemiddeld niet meer dan 26 leerlingen tellen, met een maximum van 29 leerlingen; cursussen in het laboratorium mogen gemiddeld niet meer dan 16 leerlingen tellen, met een maximum van 19 leerlingen;

e) in de derde graad van het algemeen onderwijs mogen de klassen gemiddeld niet meer dan 29 leerlingen tellen, met een maximum van 32 leerlingen; cursussen in het laboratorium mogen gemiddeld niet meer dan 16 leerlingen tellen, met een maximum van 19;

f) in de tweede en derde graden van het technisch doorstromingsonderwijs en het kunstdoorstromingsonderwijs mogen de klassen gemiddeld niet meer dan 26 leerlingen tellen met een maximum van 29 leerlingen, ook wanneer leerlingen van de derde graad van het algemeen onderwijs worden samengevoegd; cursussen in het laboratorium mogen gemiddeld niet meer dan 16 leerlingen tellen met een maximum van 19 leerlingen;

g) in de tweede en derde graad van het technisch kwalificatieonderwijs en het kunstkwalificatieonderwijs mogen de klassen gemiddeld niet meer dan 25 leerlingen tellen met een maximum van 28 leerlingen; deze grens wordt verlaagd tot een gemiddelde van 16 leerlingen met een maximum van 19 leerlingen voor de cursussen beroepspraktijk, en tot een gemiddelde van 12 leerlingen met een maximum van 15 leerlingen voor de cursussen beroepspraktijk die onder het afzonderlijk telsysteem vallen zoals voorzien in het besluit van 31 augustus 1992; het gemiddeld aantal van 10 leerlingen met een maximum van 12 leerlingen zal niet overschreden worden wanneer de veiligheid dit vereist;

h) in de tweede graad van het beroepsonderwijs mogen de klassen, en in het bijzonder de klassen van de algemene cursussen, gemiddeld niet meer dan 19 leerlingen tellen, met een maximum van 22 leerlingen; de limiet wordt verlaagd tot een gemiddelde van 16 leerlingen met een maximum van 19 voor de cursussen beroepspraktijk, tot een gemiddelde van 12 leerlingen met een maximum van 15 voor de cursussen beroepspraktijk die onder een aparte telling vallen; het gemiddelde aantal van 10, met een maximum van 12, wordt niet overschreden als de veiligheid dit vereist;

i) in de derde graad van het beroepsonderwijs mogen de klassen gemiddeld niet meer dan 22 leerlingen tellen met een maximum van 25 leerlingen; de limiet wordt verlaagd tot een gemiddelde van 16 leerlingen met een maximum van 19 voor de cursussen beroepspraktijk, tot een gemiddelde van 12 leerlingen met een maximum van 15 voor de cursussen beroepspraktijk die onder een aparte telling vallen; het gemiddelde aantal van 10 leerlingen met een maximum van 12 wordt niet overschreden als de veiligheid dit vereist;

j) in de voorbereidende leerjaren bedoeld in artikel 2, § 3, 2°, en § 4, tweede lid, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, mogen de klassen gemiddeld niet meer dan 25 leerlingen tellen.

Op advies van de Algemene Raad voor het Secundair Onderwijs, dat gebaseerd is op een voorstel dat haar door de Algemene Inspectiedienst zal worden voorgelegd, zal de regering een lijst opstellen van gegroepeerde basisopties waarbij de cursussen beroepspraktijk een zodanig risico inhoudt dat de veiligheid vereist dat een leraar een beperkt aantal leerlingen onder zijn of haar toezicht heeft.

§ 1/ 1. De inrichtende macht of haar afgevaardigde dient uiterlijk op 15 oktober van het schooljaar een overzichtstabel in bij het plaatselijk sociaal overlegorgaan. De regering biedt een model van tabel voor :

- de identificatie van de betrokken schoolinrichting ;
- de vermelding de datum van de vergadering van het plaatselijk sociaal overlegorgaan;
- de identificatie van deelnemers en de vakbondsorganisatie die zij vertegenwoordigen;
- de gegroepeerde basisoptie en de enkelvoudige basisoptie, die in de verschillende graden en vormen kunnen worden gehandhaafd;
- de vermelding van klasgroepen die per leerjaar, per betrokken klas overschreden worden:
 - o het studiejaar, de onderwijsvorm en het type cursus ;
 - o het gemiddelde dat nageleefd moet worden ;
 - o het maximaal toegestane aantal leerlingen ;
 - o het aantal leerlingen dat de toegestane norm overschrijdt ;
- o de opgegeven redenen voor de overschrijding, uit de onderstaande lijst, en de argumenten voor het kiezen van deze redenen;
- de vermelding van het gunstige of ongunstige advies dat tijdens de vergadering door de verschillende aanwezige vakbondsvertegenwoordigers werd gegeven en, in het geval van een ongunstig advies, de redenen daarvoor.

§ 1/ 2. De gemiddelden bedoeld in § 1 mogen niet worden overschreden. De maxima bedoeld in § 1 mogen alleen worden overschreden onder de voorwaarden vastgesteld in de paragrafen 2, 3 en 4.

Wanneer de overzichtstabel aan het plaatselijk sociaal overlegorgaan wordt voorgelegd, geven de vertegenwoordigers van de vakbondsorganisatie elk een gunstig of ongunstig advies. Er wordt een ongunstig advies gegeven als er een overschrijding wordt vastgesteld en er nog steeds onenigheid is over de opgegeven redenen, of als er geen reden wordt opgegeven.

De vertegenwoordigers van de vakbondsorganisaties die een ongunstig advies hebben uitgebracht, kunnen binnen vijf kalenderdagen vanaf de dag die volgt op het uitbrengen van het advies, per aangetekende brief of langs elektronische weg een gemotiveerd beroep zonder schorsende werking indienen bij de diensten van de regering.

Indien op 15 oktober bedoeld in het eerste lid de inrichtende macht of haar afgevaardigde de bovenvermelde overzichtstabel niet aan het plaatselijk sociaal overlegorgaan heeft bezorgd, beschikken de vertegenwoordigers van de vakbondsorganisaties eveneens over een termijn van vijf kalenderdagen om, een beroep zonder opschortende werking aan te tekenen tegen dit ontbreken van een overzichtstabel.

De diensten van de Regering onderzoeken het dossier en stellen, in voorkomend geval, de betrokken inrichtende macht in kennis van hun bezwaren. De inrichtende macht heeft dertig kalenderdagen de tijd om haar schriftelijke opmerkingen in te dienen.

Afhankelijk van het geval neemt de Minister bevoegd voor het secundair onderwijs - of zijn afgevaardigde - of de Regering een beslissing binnen zestig dagen na het einde van de termijn bedoeld in het vorige lid.

Een overtreding wordt vastgesteld als aan het einde van de procedure blijkt dat er geen geldige reden is voor de overschrijding, dat de opgegeven reden ongegrond is of als de inrichtende macht blijft verzuimen een reden op te geven of een tabel in te dienen. Wanneer een overtreding wordt vastgesteld, legt de Minister belast met het secundair onderwijs of zijn afgevaardigde volgens de hierboven beschreven procedure één van de volgende sancties op :

1° de waarschuwing en herhaling van de administratie aan de inrichtende macht ;

2° bij recidive binnen drie jaar :

- een verbod op het ontvangen van steun in het kader van de toekenning van extra lestijden zoals bedoeld in § 5 gedurende de volgende twee schooljaren voor de betrokken school ;

- een boete waarvan het bedrag niet lager dan 250 euro en niet hoger dan 2.500 euro mag zijn.

In het geval van een tweede recidive vastgesteld door de diensten van de Regering kan de regering, met inachtneming van de hierboven beschreven procedure, een boete opleggen die gelijk is aan 5% van de jaarlijkse werkingssubsidies of -dotaties van de betrokken school.

Werkingsubsidies en -dotaties zullen door de Regering opnieuw worden toegekend op de datum vastgesteld door de diensten van de Regering en waarop aan alle normen voor klassen-grootte is voldaan.

§ 2. Het maximaal aantal leerlingen vastgesteld in § 1, eerste lid, *d)* tot *i)* mag worden overschreden met :

- één leerling wanneer het vastgestelde maximum minder dan 15 is;

- twee leerlingen wanneer het vastgestelde maximum 15 of meer is.

Deze overschrijding is echter alleen mogelijk als geen enkele enkelvoudige of gegroepede basisoptie voor de graad en de vorm in kwestie op 15 januari van het vorige schooljaar onder de behoudsnorm lag.

Deze overschrijdingen gelden slechts voor één klasse-groep per studiejaar.

De inrichtende macht of haar afgevaardigde moet de redenen voor deze overschrijdingen vermelden in de overzichtstabel bedoeld in § 1/1 die aan het plaatselijk sociaal overlegorgaan voorgelegd wordt, deze redenen kunnen inzonderheid betrekking hebben op de hierna vermelde situaties :

a) tijdens een gezamenlijke opleiding, in een cursus die in het betreffende jaar in slechts één of twee groepen wordt georganiseerd; behoren tot de gezamenlijke opleiding de cursussen die geen deel uitmaken van de enkelvoudige of gegroepede basisopties;

b) in één of meer cursussen van een enkelvoudige of gegroepede basisoptie die in één enkele groep op het niveau van het betrokken jaar georganiseerd wordt;

c) in één of meer cursussen van een gegroepede basisoptie, als de school op 1 oktober in de betrokken graad en de betrokken vorm ten minste het volgende organiseert :

- een optie in de sector Industrie;

- een optie in de houtbouwsector;

- een optie waarvan de creatie, het behoud of de hergroepering wordt ondersteund in de vorm van perioden die worden toegekend door de netoverschrijdende subregionale sturingsinstantie (IPIEQ afgekort) opgericht door het decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van netoverschrijdende sturingsinstanties van het kwalificerend onderwijs (IPIEQ) en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificerend onderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen.

§ 3. Het maximaal aantal leerlingen vastgesteld in § 1, eerste lid, *d)* tot *i)* mag worden overschreden met :

- twee leerlingen wanneer het maximum lager dan 15 is ;

- drie leerlingen wanneer het maximum 15 of meer is.

Dit kan echter alleen overschreden worden als niet meer dan één enkelvoudige of gegroepede basisoptie voor de betreffende graad en de betreffende vorm op 15 januari van het vorige schooljaar onder de behoudsnorm lag.

De inrichtende macht of haar afgevaardigde moet de redenen voor deze overschrijdingen vermelden in de overzichtstabel bedoeld in § 1/1 die aan het plaatselijk sociaal overlegorgaan voorgelegd wordt, deze redenen kunnen inzonderheid betrekking hebben op de hierna vermelde situaties :

d) de specificiteit van het opleidingsaanbod van de inrichting leidt tot zulke onevenwichtigheden tussen de bevolking van de verschillende enkelvoudige of gegroepede opties door de verschillende graden en vormen, dat ze gevolgen hebben voor één (van) de niet-facultatieve opleidingen waarvoor de overschrijding is verzocht;

e) de specificiteit van het opleidingsaanbod van de inrichting leidt tot zodanige onevenwichtigheden tussen de bevolkingen van de verschillende enkelvoudige of gegroepede basisopties door de verschillende graden en vormen, dat ze gevolgen hebben voor één of meer van de facultatieve opleiding waarvoor de overschrijding wordt aangevraagd;

f) de beschikbare lokalen, faciliteiten en apparatuur laten geen andere organisatie toe, ook niet voor lichamelijke opvoeding, ook niet als dit het gevolg is van overmacht. Onder "overmacht" wordt verstaan een gebeurtenis die onweerstaanbaar, onvoorzienbaar en extern is aan de persoon die zich erop beroept;

g) in het kwalificerend technisch onderwijs of beroepsonderwijs vereist de organisatie van een gezamenlijke opleiding binnen de maximumgrenzen dat leerlingen van opties die tot verschillende sectoren behoren, bij elkaar worden geplaatst.

§ 4. De inrichtende macht of haar afgevaardigde moet de redenen voor het overschrijden van § 1, eerste lid, *a*), vermelden in de samenvattende tabel bedoeld in § 1, 1 die wordt voorgelegd aan het plaatselijk sociaal overlegorgaan, deze redenen kunnen inzonderheid onder de hierna vermelde situaties vallen :

1° om een overschrijding van het aangegeven aantal plaatsen toe te staan, in het kader van de toepassing van artikel 1.7.7-30 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs in;

2° wanneer het aantal leerlingen ingeschreven in het 1ste gemeenschappelijke jaar van het secundair onderwijs effectief het aantal leerlingen, aangegeven overeenkomstig artikel 1.7.7-14, § 1, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, overschrijdt;

3° wanneer de norm bepaald in § 1, eerste lid, *a*), in het 2de gemeenschappelijke leerjaar overschreden wordt ten gevolge van de afwijking toegestaan in het 1ste gemeenschappelijke jaar in de gevallen opgenomen in 1° en 2°. Deze afwijking wordt alleen toegestaan als het aantal klassen van het 2de leerjaar in het schooljaar waarvoor de automatische afwijking wordt toegestaan gelijk is aan het aantal klassen van het 1ste voorgaande schooljaar;

4° wanneer de organisatie van klassen van 25 leerlingen voortvloeit uit de verplichte inschrijving van uitgesloten leerlingen in overeenstemming met artikel 1.7.9-9 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs in wat betreft de inrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap of artikel 1.7.9-10 van voornoemd Wetboek wat betreft de inrichtingen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

§ 5. 1.471 extra lestijden worden toegewezen aan het secundair onderwijs en kunnen worden toegekend aan inrichtingen die daarom verzoeken, om aan de maxima bedoeld in § 1, eerste lid te voldoen.

Op straffe van nietigheid wordt de aanvraag bedoeld in het vorige lid uiterlijk op 12 september ingediend door de inrichtende macht of haar afgevaardigde in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en door de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs, met behulp van het informaticahulpmiddel dat ter beschikking wordt gesteld door de diensten van de Regering. Het met redenen omklede verzoek ingediend door de inrichting moet vergezeld gaan van volledige gegevens over de lestijden waarover de inrichting beschikt, ongeacht hun oorsprong, met inbegrip van lestijden die door IPIEQ's worden verstrekt en lestijden die worden verkregen voor gedifferentieerd toezicht.

De toekenning van deze extra lestijden is voorbehouden aan vestigingen die, om te voldoen aan het maximum aantal leerlingen bedoeld in § 1, eerste lid, hun totale aantal lestijden leerkrachten hebben moeten aanspreken en geïdentificeerde pedagogische stelsels gericht op remediëring, begeleiding of ondersteuning bij het leren willen instellen of handhaven. De aanvraag moet aantonen dat deze systemen niet zonder deze extra lestijden kunnen worden ingevoerd.

De aanvragen worden volgens de volgende procedure geanalyseerd:

a) de bijkomende lestijden worden eerst toegewezen per zone en, binnen elke zone, respectievelijk toegewezen voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, het gesubsidieerd officieel onderwijs, het confessioneel vrij onderwijs en het niet-confessioneel vrij onderwijs, in verhouding tot het aantal leerlingen dat regelmatig ingeschreven was op 15 januari van het vorige schooljaar;

b) de aanvragen worden verwerkt :

1° voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, door de zonale affectatiecommissies bedoeld in artikel 14^{quater} van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen of van het centraal overlegcomité;

2° voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, door de bevoegde zonale commissies voor het beheer van de betrekkingen in het secundair onderwijs bedoeld in hoofdstuk II van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs; deze commissies onderzoeken de aanvragen vóór 23 september en wijzen de lestijden toe volgens de criteria van relevantie en pedagogische efficiëntie; indien de commissie dit wenst, kan het feit dat een inrichting geniet van het gedifferentieerd kader voorzien door het decreet van 30 april 2009 deel uitmaken van de selectiecriteria voor de projecten; de commissies voorzien ook in procedures voor de herverdeling van de lestijden die niet aan één of meerdere inrichtingen konden worden toegekend, door dezelfde regels te volgen als bepaald in het derde lid en door dezelfde criteria van relevantie en pedagogische efficiëntie toe te passen;

c) indien het aantal lestijden dat nodig is om te voldoen aan de weerhouden aanvragen het beschikbare totaal overschrijdt, kan de in punt *b*), 1°, bedoelde inrichtende macht of de in punt *b*), 2°, bedoelde commissie een maximum per inrichting vaststellen;

d) de inrichtende macht bedoeld in *b*), 1°, en de commissies bedoeld in *b*), 2°, sturen hun beslissingen over de toekenning van bijkomende lestijden vóór 23 september naar de diensten van de Regering, die ze, voor het gesubsidieerd onderwijs, sturen aan de inrichtende machten van de betrokken inrichtingen, met een kopie aan deze laatste. Het aantal lestijden dat wordt toegekend, mag niet hoger zijn dan het aantal lestijden dat door de school is aangevraagd. De lestijden zijn beschikbaar op 1 oktober;

e) de inrichtende macht waarvan de inrichting op 1 oktober niet langer voldoet aan de voorwaarden vastgesteld in het derde lid van dit artikel, stelt de diensten van de Regering hiervan vóór 5 oktober in kennis; deze lestijden worden herverdeeld volgens de procedures die zijn vastgesteld door de onder *b*) bedoelde inrichtende macht.

§ 6. De cursus godsdienst, niet-confessionele zedenleer en filosofie en burgerschap, waar leerlingen van de cursus godsdienst of zedenleer vrijgesteld zijn, wordt georganiseerd in overeenstemming met de volgende normen :

1° voor de jaren of groepen van jaren bedoeld in artikel 7/1, eerste lid, 1 en 2, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, mag geen enkele klas meer dan 25 leerlingen tellen;

2° voor de jaren of groepen van jaren bedoeld in artikel 7/1, eerste lid, 3, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, mag geen enkele klas meer dan 15 leerlingen tellen;

3° voor de jaren of groepen van jaren bedoeld in artikel 7/1, eerste lid, 4, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, mag geen enkele klas meer dan 17 leerlingen tellen;

4° voor de jaren of groepen van jaren bedoeld in artikel 7/1, eerste lid, 5 tot 21, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, mag geen enkele klas gemiddeld meer dan 27 leerlingen tellen.

§ 7. De overzichtstabellen bedoeld in § 1/1 worden uiterlijk op de laatste schoolwerkdag voor het begin van de wintervakantie (kerstvakantie) naar de diensten van de Regering gestuurd.

De Algemene Inspectiedienst is verantwoordelijk voor het uitvoeren van systematische controles op de naleving van de bepalingen bedoeld in dit artikel overeenkomstig de door de regering vastgestelde nadere regels.

Om de drie jaar, uiterlijk op 31 maart, voeren de diensten van de Regering een beoordeling uit van de naleving van de normen betreffende de klassengrootte. ».

Art. 5. Artikel 23^{ter} van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 23^{ter}. - De diensten van de Regering zijn verantwoordelijk voor het toezicht op de naleving van de bepalingen bedoeld in de artikelen 16 en 20. ».

TITEL III. — INWERKINGTREDING

Art. 6. Dit decreet treedt in werking op 26 augustus 2024.

In afwijking van het eerste lid is de sanctieregeling, zoals bedoeld in dit decreet, van toepassing vanaf 25 augustus 2025.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 4 april 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,
Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

(1) Zitting 2023-2024

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 681-1 – Commissieverslag, nr. 681-2 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 681-3

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. - Vergadering van 3 april 2024.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/003878]

21 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 2017 pris en application de l'article 111, § 2, 1^o, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, l'article 111, § 2, 1^o ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 2017 pris en application de l'article 111, § 2, 1^o, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

Vu le « test genre » du 12 janvier 2024 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux – section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné selon les procédures de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et du décret du 19 mai 2004 relatif à la négociation en Communauté française, conclu en date du 1^{er} février 2024 ;

Vu le protocole de négociation au sein du Comité de négociation entre le Gouvernement de la Communauté française, Wallonie-Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateurs, conclu en date du 1^{er} février 2024 ;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire du 5 février 2024, organisée conformément à l'article 33, 2^o, du décret du 21 septembre 2012 relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'Etat dans un délai de trente jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 1^{er} mars 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'Etat sous le numéro 75.767/2 ;

Vu la décision de la section de législation du 1^{er} mars 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la proposition du Conseil d'administration de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur du 19 décembre 2023 ;